MASTER
NEGATIVE
NO. 91-80050-2

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

FERRY, JULES

TITLE:

REUNION GENERALE

PLACE:

PARIS

DATE:

1883

Master Negative #

91-80050-2

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

064
F41
Ferry, Jules 1832-1893
Réunion générale des délégués des sociétés savantes; discours ...
Paris 1883 0 18 p

27226

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11x
IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB
DATE FILMED: 6/20/91 INITIALS F.C.
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

AIIM

Association for Information and Image Management

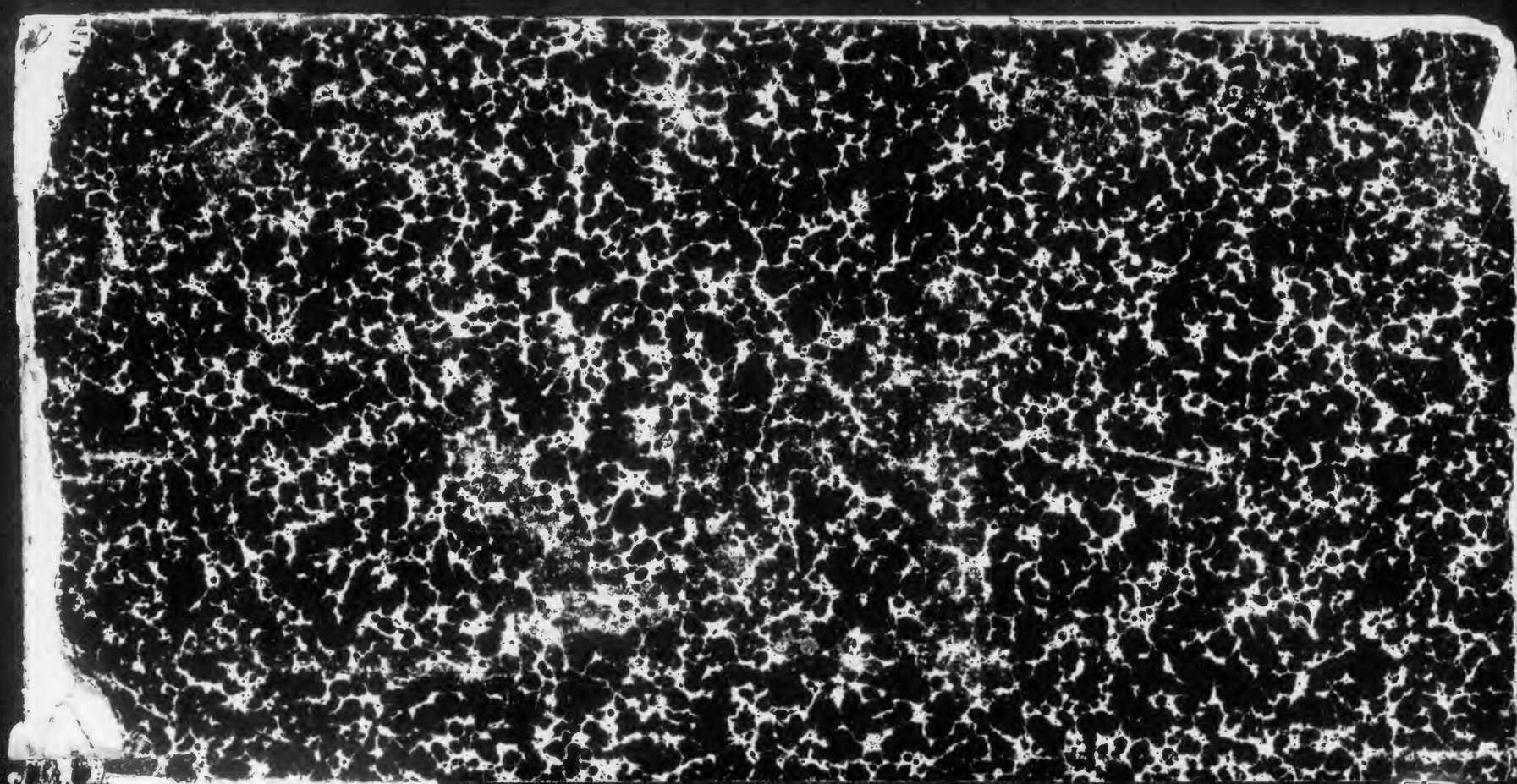
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910

301/587-8202

Centimeter

Inches

MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.



Ferry, Jules
Réunion générale
des délégués de société
savants

OG4
F41

064 F41

Columbia University
in the City of New York

Library

BtK

RÉUNION GÉNÉRALE

DES

DÉLÉGUÉS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

DISCOURS

DE

M. JULES FERRY

PRÉSIDENT DU CONSEIL

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Prononcé à la Sorbonne, le 31 mars 1883.

PARIS

IMPRIMERIE DE A. QUANTIN

7, RUE SAINT-BENOÎT

1883

RÉUNION GÉNÉRALE

DES

DÉLÉGUÉS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

DISCOURS

DE

M. JULES FERRY

PRÉSIDENT DU CONSEIL

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Prononcé à la Sorbonne, le 31 mars 1883.

PARIS

IMPRIMERIE DE A. QUANTIN

7, RUE SAINT-BENOÎT

1883

17 July 07 Gms

Messieurs les membres des sociétés savantes
de Paris et des départements,

C'est pour la cinquième fois qu'il m'est donné de clore vos travaux. Je crois pouvoir dire, sans être démenti par personne, que ce congrès diffère sensiblement de ceux qui l'ont précédé. Si la modestie interdit aux institutions comme aux individus de faire leur propre éloge et de se proclamer grandes et parfaites, elle ne leur défend pas, j'imagine, d'affirmer leur vitalité. Or, nous pouvons le déclarer ici le congrès des sociétés savantes est une œuvre vivante et bien vivante. (Assentiment.)

MAY 8 1905

375267

Cette année, des circonstances plus favorables, une organisation plus large et plus ouverte vous ont donné comme un renouveau d'activité ; je n'en veux pour preuve que l'affluence des savants venus à vos réunions, que l'importance et le nombre des questions débattues, que l'animation des discussions contradictoires et surtout la vie intense et nouvelle qui s'est manifestée dans les sections de création récente, et particulièrement dans cette section de l'économie politique et sociale, que je me fais honneur d'avoir instituée, et qui constitue, de l'aveu de tous, au grand profit du développement scientifique dans notre pays et à l'honneur de ces solennités, un véritable progrès et une grande espérance pour l'avenir. (Applaudissements.)

Messieurs, d'où vient donc ce rajeunissement qui frappe tous les yeux? D'où vient cette activité nouvelle, dont le monde savant se félicite et s'enorgueillit? La raison, selon moi, la voici :

C'est que le congrès des sociétés savantes s'est enfin conformé à la loi supérieure qui régit la science moderne : la science moderne ne saurait vivre à l'état fragmentaire, elle ne supporte pas

l'isolement, la spécialité excessive; elle est nécessairement encyclopédique. C'est en devenant encyclopédique comme elle que le congrès des sociétés savantes est assuré d'un développement progressif et d'une action sérieuse et féconde. (Applaudissements.)

Messieurs, c'était une idée, qui, dans le principe, ne manquait ni de justesse ni de grandeur, mais qui devait peu à peu, par la force des choses, devenir étroite et insuffisante, que de concentrer tout le travail des sociétés savantes dans la recherche et dans la publication de documents inédits de l'histoire de France.

Il n'était pas assurément d'œuvre plus considérable ; et c'est, sans aucun doute, une science nationale entre toutes, éternellement féconde, et qui a quelque chose de sacré pour notre patriotisme, que celle qui nous fait connaître les origines de notre histoire nationale, ou qui recherche dans les documents qui nous restent du passé de nos provinces les éléments de cette histoire de l'art français, de l'art local et national, une histoire bien incomplète, jusqu'à présent, sur bien des points, mais qui s'édifie peu à peu, je suis bien

Cette année, des circonstances plus favorables, une organisation plus large et plus ouverte vous ont donné comme un renouveau d'activité ; je n'en veux pour preuve que l'affluence des savants venus à vos réunions, que l'importance et le nombre des questions débattues, que l'animation des discussions contradictoires et surtout la vie intense et nouvelle qui s'est manifestée dans les sections de création récente, et particulièrement dans cette section de l'économie politique et sociale, que je me fais honneur d'avoir instituée, et qui constitue, de l'aveu de tous, au grand profit du développement scientifique dans notre pays et à l'honneur de ces solennités, un véritable progrès et une grande espérance pour l'avenir. (Applaudissements.)

Messieurs, d'où vient donc ce rajeunissement qui frappe tous les yeux? D'où vient cette activité nouvelle, dont le monde savant se félicite et s'enorgueillit? La raison, selon moi, la voici :

C'est que le congrès des sociétés savantes s'est enfin conformé à la loi supérieure qui régit la science moderne : la science moderne ne saurait vivre à l'état fragmentaire, elle ne supporte pas

l'isolement, la spécialité excessive; elle est nécessairement encyclopédique. C'est en devenant encyclopédique comme elle que le congrès des sociétés savantes est assuré d'un développement progressif et d'une action sérieuse et féconde. (Applaudissements.)

Messieurs, c'était une idée, qui, dans le principe, ne manquait ni de justesse ni de grandeur, mais qui devait peu à peu, par la force des choses, devenir étroite et insuffisante, que de concentrer tout le travail des sociétés savantes dans la recherche et dans la publication de documents inédits de l'histoire de France.

Il n'était pas assurément d'œuvre plus considérable ; et c'est, sans aucun doute, une science nationale entre toutes, éternellement féconde, et qui a quelque chose de sacré pour notre patriotisme, que celle qui nous fait connaître les origines de notre histoire nationale, ou qui recherche dans les documents qui nous restent du passé de nos provinces les éléments de cette histoire de l'art français, de l'art local et national, une histoire bien incomplète, jusqu'à présent, sur bien des points, mais qui s'édifie peu à peu, je suis bien

aise de le dire, par le travail patient et suivi des sociétés de beaux-arts des départements. (Vive approbation.)

Mais des objets aussi intéressants, aussi chers à nos cœurs, pouvons-nous dire, ne devaient pas retenir et absorber indéfiniment le mouvement des sociétés savantes. Il a fallu élargir le cadre de vos travaux; il a fallu enfin marquer le caractère encyclopédique de vos études par l'établissement de cette section administrative, économique, législative, comme on voudra l'appeler, mais qu'il faudra bien quelque jour se décider à nommer de son vrai nom : la section des sciences sociales.

Avec elle, maintenant, la série est complète, l'encyclopédie réalisée. Cette science de l'homme en société est au sommet; à la base, vous avez les sciences mathématiques, physiques et chimiques; au centre, l'histoire avec ses manifestations diverses, l'histoire avec ses auxiliaires naturels et nécessaires, ceux-ci fouillant le sol pour retrouver les origines préhistoriques de notre race; ceux-là interrogeant les monuments de l'antiquité et du moyen âge; d'autres, — phalange audacieuse, aventureuse, et qui fait tant d'honneur au nom fran-

çais de par le monde, — se répandant sur la planète, l'étudiant dans ses produits divers, dans ses habitants, interrogeant les civilisations disparues, examinant curieusement, méthodiquement ces arrêts du développement intellectuel qui constituent l'état sauvage, et nous rapportant incessamment de ces excursions hardies et fécondes des découvertes dont la science universelle fait son profit et dont la patrie s'honore. (Vifs applaudissements.)

Mais quelles que soient nos ambitions nouvelles, si larges que soient les horizons qu'il nous est désormais permis d'embrasser, nous n'oublierons jamais notre point de départ. Il est avant tout historique et national, et tout ce qui se rattache à notre pays, à ses origines, au long développement de sa civilisation, tout ce qui touche aux documents de l'histoire de France, sera toujours le premier, le plus grand, le plus cher souci des savants réunis dans ce congrès.

Vous avez, Messieurs, dans cet ordre d'idées, une autorité toute particulière; vous jouissez d'un crédit et d'une puissance d'opinion qui n'appartiennent qu'à vous; j'y fais appel en ce moment.

Je vais demander aux Chambres un sacrifice, que plusieurs jugeront considérable, pour faire rentrer dans nos collections nationales des documents d'une incomparable valeur, qui en ont été honteusement arrachés il y a quelque quarante ans. J'ai l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre des députés une demande de crédit de 600,000 fr., afin d'exécuter le pacte si heureusement négocié et conclu par l'homme qui siège à ma gauche, avec les administrateurs du Musée britannique; pacte au terme duquel nos collections nationales, notre grande Bibliothèque, les bibliothèques de Tours, d'Orléans, de Troyes, de Lyon, rentreront en possession de monuments uniques dans leur genre, et qui se comptent par unités dans une ou deux, tout au plus, des grandes bibliothèques du monde.

Vous savez tous, Messieurs, cette triste, cette lugubre histoire. Vous savez par quel méfait audacieux doublé de vandalisme des manuscrits se rattachant à la plus haute antiquité paléographique, ce Pentateuque de Lyon, ce Psautier de Tours, ces témoins vénérables de cette époque crépusculaire où quelques débris des lettres romaines

surnageaient sur le flot croissant de la barbarie, ces restes d'une civilisation enfouie dans des ténèbres à peu près éternelles; — vous savez, dis-je, comment ils ont été enlevés de nos bibliothèques, arrachés par feuillets, découpés par morceaux, pour être vendus, il y a moins d'un demi-siècle, à un grand seigneur anglais.

Vous savez aussi qu'à la mort du comte d'Ashburnam, son héritier mit ces précieux trésors en vente et que le British Museum de Londres s'interposa pour empêcher leur transport aux États-Unis.

Mais, Messieurs, ces documents importants, qui ne représentent pas moins de 200 volumes, qui sont notre chose et notre bien, qui sont une part de notre histoire, de notre patrimoine national, ou bien ils auraient passé l'Atlantique, ou ils seraient entrés sans difficulté dans le British Museum, sans l'intervention éclatante, opportune, décisive, du vigilant gardien de notre illustre Bibliothèque nationale. (Applaudissements.)

Messieurs, il convient ici, devant cette élite du monde savant, de rendre un double hommage à qui de droit. Nous rendrons d'abord, si vous le voulez bien, un public et cordial hommage à la

droiture, à la loyauté de nos voisins d'Angleterre... (Applaudissements), à l'esprit de justice de leurs savants, aux nobles sentiments des *trustees* du British Museum; ils ont, dès les premiers jours, avec une galanterie qui ne nous dispense pas de la gratitude, reconnu notre droit de préemption et négocié eux-mêmes, pour un prix que les hommes compétents jugent modéré, le retour dans nos collections de ces inestimables trésors. (Vive approbation.) Au nom de la science française, rendons hommage à la loyauté et à l'équité de l'Angleterre. (Applaudissements.)

Et ensuite, Messieurs, il faut rendre hommage au savant éminent dont les titres scientifiques sont connus de tout le monde, mais dont le nom sera attaché désormais à cette reprise de notre héritage, à M. Léopold Delisle, administrateur et directeur de la Bibliothèque nationale. (Applaudissements.)

Oui, Monsieur Léopold Delisle, vous avez été le grand ouvrier de cette affaire qui, pour des savants français, est véritablement une œuvre patriotique; on peut dire de vous que vous avez vu et que vous avez vaincu. (Applaudissements.) Vous

avez signalé ces manuscrits, vous les avez reconnus, sans y avoir jeté les yeux. Avec quelle sûreté de méthode! Avec quelle sagacité merveilleuse! Et pas une de vos hypothèses qui n'ait été vérifiée, et vérifiée avec un tel éclat qu'aucune voix ne s'est élevée pour y contredire. (Vifs applaudissements.)

Monsieur Léopold Delisle, au nom de M. le Président de la République et du gouvernement, j'ai l'honneur de vous remettre les insignes de commandeur de la Légion d'honneur. (Acclamations et bravos prolongés.)

Nous voulons ainsi, non seulement honorer en vous le savant éminent, l'érudit incomparable, mais encore consacrer par cette distinction exceptionnelle cette noble passion qui est le véritable secret de votre clairvoyance, cette passion que vous nourrissez pour l'illustre dépôt confié à vos soins, passion ardente, passion éclairée, passion exclusive, qui nous révèle, à côté de l'homme de science, l'homme de cœur et le patriote! (Applaudissements.)

Messieurs, je crois que le Parlement ne nous refusera pas le subside nécessaire pour reprendre

possession de notre bien ; je crois que des Assemblées républicaines ne resteront pas sourdes à un tel appel. Eh quoi! nous avons pendant tant d'années dépensé tant d'argent pour recueillir et publier les documents de l'histoire de France; nous inscrivons annuellement à notre budget des sommes considérables pour la garde et la protection de nos archives ; — nous bâtissons pour nos bibliothèques de véritables palais, nous les isolons à grands frais de tous les dangers qui peuvent les menacer, — et nous hésiterions à leur restituer des documents qui sont l'honneur de ces dépôts et qui en font la gloire aux yeux du monde savant.

Non, Messieurs, nous n'hésiterons pas, et nous réussirons. On ne fera jamais, croyez-le bien, du gouvernement de la République, auquel sont confiées les destinées de la France, un gouvernement aux idées mesquines, un gouvernement utilitaire, un gouvernement de courtes vues. (Applaudissements.)

Deux choses sont à son honneur : il a dépensé plus qu'aucun autre pour l'enseignement populaire, mais aussi il a fait plus qu'aucun de ceux

qui l'avaient précédé pour l'enseignement supérieur. La République a trouvé les établissements d'enseignement supérieur dans un état de délabrement qui a fait rougir tous les amis de la science et de l'honneur français ; eh bien, depuis dix ans, la République a dépensé, en frais de construction seulement, une somme qui dépasse 60 millions de francs, c'est-à-dire, Messieurs, — et il est bon de le déclarer, — que nous en sommes aux trois cinquièmes de la route à parcourir, car, d'après une enquête approfondie, il en coûtera à la France 100 millions pour mettre ses établissements d'enseignement supérieur au niveau de tous nos rivaux des pays voisins.

Ce sacrifice, il a été fait par l'État, sans doute ; mais, ce qui est très remarquable, — et j'ai, à maintes reprises, attiré l'attention de mes auditeurs, soit ici, soit dans les Chambres, sur ce fait important, — ce qui est remarquable, c'est que l'État, dans cette œuvre qui ne visait que la haute culture scientifique, la science désintéressée, a eu pour associés volontaires... que dis-je? pour promoteurs, pour incitateurs, si j'ose ainsi parler, les conseils municipaux des grandes villes de France.

Aussi bien ici, à Paris, pour refaire cette vieille Sorbonne où la science est si à l'étroit, et pour reconstruire le Collège de France et l'École de droit, — quand l'état du budget nous permettra de songer à ces deux dernières œuvres, — aussi bien à Paris que dans les départements, à Bordeaux, à Lille, à Marseille, à Toulouse, à Lyon, — j'en passe, Messieurs, il faudrait nommer toutes les grandes villes, — partout et toujours, nous avons trouvé la sollicitation, le concours, les sacrifices financiers les plus considérables de la part des municipalités républicaines. (Applaudissements.)

Je dis que c'est là un grand fait, que c'est la marque d'un de ces profonds instincts qui caractérisent notre race. Oui, la démocratie française a le sentiment que, dans une société laborieuse et égalitaire comme la nôtre, l'enseignement supérieur n'est pas du superflu, c'est le nécessaire! (Approbation.) L'enseignement supérieur, les études désintéressées dans une société affairée, pressée par le travail, besoigneuse comme la nôtre, c'est, Messieurs, la seule force réelle qui puisse contenir ce grand courant d'utilitarisme étroit et

d'industrialisme exclusif dans lequel l'idéal de la patrie française risquerait de succomber! (Applaudissements).

Il faut, dans un pays qui n'a plus d'aristocratie de race, et où les aristocraties de fortune se dissipent presque aussitôt qu'elles sont fondées, il faut que l'État, qui est le riche, qui est le savant, et qui a le loisir, prenne en main les nobles causes que le travail, que l'entraînement des affaires, que le courant des choses positives font nécessairement perdre de vue à la masse de la société.

C'est là le rôle de l'État dans une société démocratique; et plus cette société est démocratique, plus la bataille pour la vie y est ardente, plus le flot de l'industrialisme y monte, comme une marée qui n'aurait plus de reflux, plus la société est laborieuse, égalitaire, plus il importe que l'État se charge du rôle, non seulement d'administrateur, de gendarme, de ménagère de la société, mais de tuteur des hautes études, et, permettez-moi le mot, de gardien de l'idéal. (Applaudissements.)

Messieurs, en veillant sur les hautes études, la société et le gouvernement républicain qui la représente prennent en main et défendent les petites

et les moyennes études. Dieu me préserve de rien dire de blessant pour les écoles primaires, — je ne suis quelque chose dans le monde que par ce que j'ai fait pour elles; — mais vraiment une démocratie qui n'aurait que des écoles primaires, fussent-elles les plus belles, les plus parfaites, les plus grandioses du monde, serait une pauvre société et une pauvre démocratie. (Vive approbation.)

L'enseignement supérieur, c'est le tronc puissant dont la sève alimente l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire; ceux-ci n'en sont que des émanations, ils ne sont que des vulgarisateurs qui font passer dans la masse quelques-uns des résultats acquis, mais ils n'ont pas le pouvoir de créer la science; la science se crée, se développe, la méthode prend naissance, où? Dans l'enseignement supérieur et dans toutes les institutions qui s'y rattachent, — et la vôtre, Messieurs, n'y est point au dernier rang. (Assentiment.)

L'enseignement supérieur, dans une société républicaine, remplit encore un autre office, et non moins important. Non seulement il élève les âmes, mais il discipline les esprits.

L'esprit scientifique, se propageant de proche en proche, peut seul tempérer et assouplir ce penchant vers l'absolu, vers la chimère, qui est l'écueil des démocraties souveraines.

L'esprit scientifique, pénétrant la société peu à peu, descendant de l'enseignement supérieur dans les deux ordres d'enseignement, est véritablement la seule digue à opposer à l'esprit d'utopie et d'erreur, si prêt, quand il est abandonné à lui-même, quand il n'est pas réglé et éclairé par la science, à devenir l'esprit de désordre et d'anarchie. (Vifs applaudissements.)

Il n'y a que la science qui puisse dire et apprendre aux démocraties laborieuses, impatientes, maîtresses d'elles-mêmes, que les conditions dans lesquelles se meut l'humanité ne sont pas indéfiniment et arbitrairement modifiables, qu'on ne peut y toucher qu'en respectant ce qui constitue la nature même des choses, que la terre où nous vivons n'est pas le domaine de l'absolu, et que ce qui y règne en souverain, c'est le relatif. (Très bien! Très bien!) La science peut seule apprendre aux démocraties comme la nôtre que la véritable reine du monde, ce n'est pas la raison

toute seule, c'est la raison réglée par le savoir.

Messieurs, croyez-le bien, dans le monde moderne la science sera le véritable et tout-puissant pacificateur ; aussi nous trouverez-vous toujours, trouverez-vous toujours le gouvernement de la République prêt à seconder les efforts du monde savant, prêt à repondre à son appel, soit ici, soit ailleurs. La science et la République sont bien faites pour se comprendre ; elles font œuvre commune, elles ont même devise : la devise de la science, c'est « paix et travail » ; c'est aussi la devise de la République ! (Applaudissements prolongés.)

Quantum imprimetur
S. Benoit. Zaharia

32

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
0021141126